

CÔTÉ FAÇADE, LE PS SOUTIENT LES LUTTES, DEVENU PATRON, IL LES CASSE

Ça y est ! Le PS vient de mettre la main sur la confortable cagnotte jalousement gardée par la Fédération régionale des Clubs Léo-Lagrange : 3 millions d'euros désormais sous le contrôle d'un infatigable défenseur de la classe ouvrière, Yves Blein, un ancien élu de Rhône-Alpes, battu comme plâtre aux dernières législatives. Plus que le changement qu'il impose, l'événement met en lumière les méthodes du Parti, qui n'ont rien à envier aux pratiques du capitalisme le plus appliqué. Car si le Medef dispose de « cabinets d'intelligence économique » pour noyauter les conflits sociaux, les Clubs Léo-Lagrange ont le PS.

PROCÉDURE EST LA CHUTE

Ainsi, au terme d'une lutte qui dure depuis 2003 et qui oppose la Fédération nationale aux régionaux de Midi-Pyrénées, le conflit a pris un tour très vif début septembre et le PS s'est montré pressé d'en finir. Faute d'y être parvenu par la négociation, puis par le harcèlement, on a finalement opté pour le noyautage des éléments les plus déterminés. C'est ainsi que les 40 salariés du siège toulousain des « Clubs Léo » ont appris que Bernard Macabiau, leur président et Jean-Pierre Margaix, leur directeur, avaient accepté de se laisser débarquer en douceur au terme d'un accord qui prévoit « l'arrêt de toutes les procédures en cours (...) pour tous les signataires », et un confortable reclassement pour le directeur, qui se re-

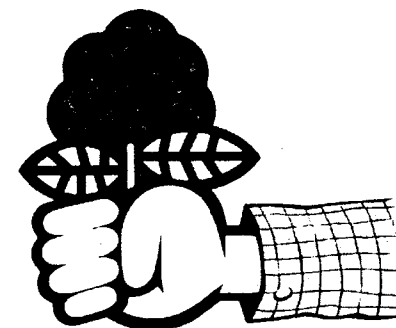
trouve aujourd'hui à la tête du Crij (Centre régional d'information jeunesse). Pour les autres, une trentaine de contestataires, rien de prévu... sinon l'ANPE ou des règlements au cas par cas, qui s'annoncent à peu près sportifs.

BRIANÇON DU CANON

Le reclassement de Jean-Pierre Margaix au Crij est assez emblématique du rôle joué par le PS dans cette affaire : ce sont les socialistes (Conseil général et régional) qui contrôlent à peu près tout. Autant dire qu'on n'en devient pas directeur en brandissant son CV. En outre, à Toulouse, au plus fort de la grogne, une équipe conduite par François Briançon (n° 2 du PS local) et Dany Buys, une élue socialiste flanquée de hobereaux mandatés par des municipalités PS de la banlieue, avait tenté de s'imposer au conseil d'administration. En vain. « C'est un putsch du Parti socialiste. Ils n'ont rien à faire de l'esprit social et altruiste des clubs Léo-Lagrange. Tout ce qui les intéresse, c'est la cagnotte », disait... Bernard Macabiau, dans un entretien qu'il nous avait accordé pour notre numéro 38, du temps où il jouait au Che avant d'être rattrapé par le réalisme.

LÉO SANS DÉBAT

La bagarre a débuté en 2003, quand le grand argentier du PS, Bruno Le Roux, décide de changer les statuts d'une association qui a le tort de trop bien fonction-



(B)

ner depuis 1950... et de rapporter pas mal d'argent. Depuis plus d'un demi-siècle, les Fédérations Léo-Lagrange promeuvent « le sport populaire », en mutualisant sa pratique. Arrivé à la tête de la Fédération nationale, Bruno Le Roux a une stratégie simple : dissoudre les régions dans le giron de la Fédération nationale, « et mettre en marche la pompe aspirante », ont rechigné quelques Fédérations parmi lesquelles, celle de Midi-Pyrénées qui a toujours récusé le changement de statut imposé par « les nationaux ».

Benoît HIAUTAGE

■ SATIRENVILLE

**Léo-Lagrange :
quand le PS
licencie façon
Medef**